

Proposition Communication

Journée d'études « Les marchés des connaissances »

AUTEUR.E.S

Sofia Guevara Viquez, Post-doctorante projet Solaris, Université de Tours
Laboratoire CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Société - UMR 7324)
sofia.guevara@univ-tours.fr

Mathilde Gralepois, Maitresse de Conférences-HDR, Université de Tours
Laboratoire CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Société - UMR 7324)
mathilde.Gralepois@univ-tours.fr

Jérôme Cardinal, Doctorant, Université de Tours
Laboratoire CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Société - UMR 7324)
jerome.cardinal@univ-tours.fr

Marie Fournier, Maitresse de Conférences, Conservatoires des Arts et Métiers
Laboratoire GeF (Géomatique et Foncier - EA 4630)
marie.fournier@lecnam.net

TITRE : Risque, marchés des connaissances et enjeux d'adaptation : quel rôle des professionnels de marché de la production urbaine dans les politiques de gestion des inondations ?

L'objectif de cette communication est d'explorer la place des professionnels de marché¹ de la production urbaine (bureaux d'étude en hydrologie, cabinets d'architecture et d'urbanisme ou rassemblés en consortium en mission de maîtrise d'ouvrage) dans la génération de connaissances sur le risque d'inondation. Avec le renforcement des réglementations environnementales au tournant du 21^{ème} siècle (Mormont, 2013; Winchester, 2006), ces professionnels deviennent incontournables pour mesurer le risque, anticiper sa survenue, prévoir ses impacts et concevoir des mesures pour y faire face. Ils sont les experts des nouvelles procédures bureaucratiques environnementales.

Sous la promesse de l'innovation, de l'objectivité et de l'efficacité, ces partenaires interviennent pour le compte des pouvoirs publics qui contrôlent leurs objectifs et leurs moyens. Leur savoir-faire vise la conciliation entre la réglementation sur les risques naturels et le développement local (Gralepois & Guevara, 2015; Guevara, 2014). Ils disposent de modes de gestion, d'un vocabulaire, d'outils de ressources humaines, et de modes de communication considérés comme flexibles et innovants. Ils offrent des techniques de calcul permettant d'analyser une grande quantité de données, de créer des indicateurs, de modéliser et de faire des projections en 3D pour comparer les mesures de protection à envisager. Dans le contexte des politiques d'adaptation au changement climatique, préconisant des objectifs d'équité et de justice sociale (IPCC, 2007; Owen, 2021), ils doivent prendre en compte les effets inégalitaires des mesures d'adaptation au risque.

¹ Nous éviterons le terme d'acteur « privé » pour préférer le terme de « acteurs de marché ». En cela, nous indiquons également que nous ne référerons pas aux habitants, aux propriétaires individuels, aux associations, aux lobbys.

A partir de l'analyse de plusieurs projets d'aménagement en zone inondable (à Angers, Le Havre, et Narbonne, Blois et Ault)², nous proposons d'analyser l'expertise des cabinets en hydrologie d'une part, et des cabinets d'architectes-urbanistes d'autre part, dans la production des connaissances sur le risque d'inondation en France. Les premiers assurent des missions d'analyse de données (fluviales, pluviométriques, géomorphologiques, sociales) associées aux crues passées et futures. Ils conseillent les décideurs sur les mesures à mettre en œuvre pour contrer le risque défini par leur expertise. Ils incarnent une expertise par l'anticipation au service de l'action publique environnementale (Aykut et al., 2019). Les deuxièmes interviennent pour accompagner les processus de consultation des projets et les liens avec les habitants. Ils cadrent en cela l'acceptabilité sociale des projets, voir la manière dont la question des inégalités face au risque seront traitées.

Comment ces cabinets produisent leur savoir pour assurer une mission de conseil auprès des pouvoirs publics ? Comment le savoir qu'ils produisent sur le risque détermine la façon dont la question des inégalités environnementales face au changement climatique sera traitée ? Ces deux questions peuvent être déclinées en plusieurs sous-questions : A partir de quelles données, quels présupposés et quels moyens sont construits les savoirs de ces experts ? Comment dialoguent-ils avec les acteurs publics dans la production de ce savoir ? Comment articulent-ils leur savoir aux savoirs profanes ? Quels liens entretiennent-ils avec les populations concernées par les mesures qu'ils conçoivent ?

Nous montrons que ces acteurs, par la façon dont ils produisent des connaissances sur le risque d'inondation, font d'une part évoluer les contours de la norme (en questionnant les données sur lesquelles reposent les Plans de prévention du risque d'inondation par exemple). Ce faisant, ils redéfinissent les enjeux des projets et par là les actions d'adaptation au risque (par exemple par la proposition d'une architecture dite résiliente, ou d'un discours d'esthétisation des cours d'eau), en laissant une place accessoire, voire marginale aux enjeux de justice portés par les acteurs locaux (riverains, associations). Plus largement ils deviennent déterminants dans l'acceptation de la condition de l'adaptation aux dépens d'une posture plus radicale de lutte contre l'accentuation du risque et des inégalités face à celui-ci dans le contexte du changement climatique.

Bibliographie

- Aykut, S., Demortain, D., & Benboudiz, B. (2019). The Politics of Anticipatory Expertise : Plurality and Contestation of Futures Knowledge in Governance — Introduction to the Special Issue. *Science & Technology Studies*, 32(4), 2-12. <https://doi.org/10.23987/sts.87369>
- Gralepois, M., & Guevara, S. (2015). L'adaptation aux risques d'inondation façonnée par les métiers de la ville : Tensions à l'échelle du projet d'aménagement. *Développement durable et territoires*, Vol. 6, n°3. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11014>

² Terrains réalisés dans le cadre du PROjet d'Étude sur la Contrainte d'Inondation dans les projets urbains en Espaces Urbanisés (PRECIEU) mené de 2014 à 2017 ; et du projet SOLIDARITÉ dans les politiques d'adaptation face aux changements climatiques : vers plus de justice socio-spatiale face aux risques naturels extrêmes (SOLARIS), mené de 2021 à 2024.

- Guevara, S. (2014). *État de l'art sur la Contrainte d'Inondation dans les projets urbains en Espaces Inondables* [3ème programme Risques Décisions Territoires (RDT 2013 -2015) Projet PRECIEU]. Université de Tours, CITERES.
- IPCC. (2007). *Climate change 2007 : Impacts, adaptation and vulnerability: contribution of Working Group II to the fourth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (M. L. Parry, O. F. Canziani, J. P. Palutikof, P. J. van der Linden, & C. E. Hanson, Éd.s.). Cambridge University Press.
- Mormont, M. (2013). Écologisation : Entre sciences, conventions et pratiques. *Natures Sciences Sociétés*, 21(2), 159-160. <https://doi.org/10.1051/nss/2013102>
- Owen, G. (2021). Equity and justice as central components of climate change adaptation. *One Earth*, 4(10), 1373-1374. <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2021.09.008>
- Winchester, L. (2006). Desafíos para el desarrollo sostenible de las ciudades en América Latina y El Caribe. *EURE (Santiago)*, 32(96), 7-25. <https://doi.org/10.4067/S0250-71612006000200002>